NOTE SUR L'HISTOIRE DE LA PERIODE 1939-1945 POUR LA REGION LYONNAISE.

Ce vaste champ de recherches a été ouvert à l'activité de notre Centre régional, dans ces dernières années, par une convergence de demandes et de réponses : le vif intérêt généralement porté par le professeur P. Léon et son équipe de chercheurs aux problèmes de l'histoire la plus contemporaine (1), le soutien administratif et matériel trouvé auprès du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale et de son Secrétaire Général, M. Henri Michel, l'appui local apporté dans cette "Capitale de la Résistance" par les différentes organisations détentrices de documents et par quelques personnalités hautement responsables comme M. Alban Vistel, M. Fernand Rude ou M. l'Avocat Général A. Thomas, le zèle de défricheur manifesté par les étudiants et chercheurs lyonnais ou régionaux. Une thèse est soutenue (2), une seconde s'achève (3), plusieurs autres s'annoncent, tandis que les mémoires de maîtrise d'histoire se multiplient : sept sont inscrits pour la seule année universitaire 1975-1976. Depuis deux ans aussi, des étudiants licenciés d'allemand entreprennent, sous ma direction, des mémoires de maîtrise sur cette période : détachés pour un an comme assistants en Allemagne, ils dépouillent sur place les archives en langue allemande relatives aux différents aspects de l'occupation dans notre région (4).

---

(1) Voir le Bulletin n° 1 de décembre 1968 et les listes de mémoires de maitrise régulièrement publiées depuis 1969.

(2) Thèse de Doctorat d'Université de Bernard Aulas, publiée sous le titre "Vie et mort des Lyonnais en guerre (1939-1945)", Roanne, Horvath, 1974, 281 p.

(3) Yves Cau : "Le Progrès de Lyon de 1940 à novembre 1942 : étude de presse et d'opinion". M. Cau a fait, en avril 1975, une remarquable communication au Centre sur ses sources et les problèmes d'utilisation.

(4) Trois mémoires ont été soutenus : - Geneviève Gérin : "La fin de l'occupation et la retraite allemande dans la région lyonnaise (été 1944)". - Yvette Boyer : "L'opinion publique lyonnaise et l'occupant allemand (1942-1944)". - Jacques Natali : "L'occupant allemand à Lyon de 1940 à 1944". Deux autres sont en préparation sur les aspects économiques de la collaboration et l'activité de

Il était nécessaire que cette recherche d'histoire régionale s'insérât dans le cadre des enquêtes nationales menées par le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale. Plusieurs de mes étudiants ou chercheurs, nommés correspondants départementaux du Comité, ont vu leurs sujets "officialisés" et ont pu accéder, sans trop de difficultés, aux archives publiques ou privées : tous ont pu apprécier l'aide efficace du Comité et tout particulièrement de MM. Henri Michel et Claude Lévy (5). Cinq enquêtes sont en effet menées sur le plan national :

- 1. Statistique de la déportation. Elle est achevée pour l'ensemble de la France et toutes les statistiques départementales ont été publiées. Leurs données, combinées avec les statistiques des exécutions, ont servi à dessiner des "Cartes de la Souffrance".

- 2. Chronologie de la Résistance. Elle est très largement entreprise dans l'ensemble de la région Rhône-Alpes (6). Des "Cartes de l'Action" ont été publiées, accompagnées de "Brochures explicatives". Pour 1975-1976, deux mémoires de maitrise approfondiront l'étude des maquis, respectivement pour le Beaujolais et la Drôme méridionale.

- 3. Statistique de la répression à la Libération. Destinée à rectifier les chiffres très exagérés qui furent avancés dans les années qui suivirent 1945 et qu'"officialisèrent" malheureusement quelques ouvrages de grande diffusion, l'enquête

---

(4 suite) Rüstungskontrollkommission. Les documents allemands, essentiellement conservés aux archives militaires de Fribourg, nous sont très aimablement communiqués par les services du professeur Umbreit.

(5) A son siège parisien (32, rue de Léningrad, Paris, 8e), le Comité offre une bibliothèque de 15 000 ouvrages et périodiques, une photothèque de 13 000 photographies, un fonds de microfilms recouvrant près d'un million de documents, une riche collection de journaux clandestins et de tracts.

(6) Achevée pour la Drôme, la Loire, le Rhône, la Haute-Savoie. Entreprise pour l'Ain, l'Ardèche, l'Isère, la Savoie.

porte à la fois sur la répression "judiciaire" des cours civiques et des chambres de justice, en 1944 et 1945, et sur la répression "extrajudiciaire" qui accompagna et suivit les combats de la Libération. Pour notre région, cette enquête a été faite et publiée pour les départements de l'Ain(7), de la Drôme, de l'Isère, de la Loire et du Rhône. Elle est en cours dans l'Ardèche et dans la Savoie. Les traits principaux de cette "grande colère" nationale des années 1944-1945 ont été dégagés par M. Baudot, dans une remarquable communication au Colloque sur la Libération de la France (Paris, octobre 1974).

- 4. Enquête sur le Service du Travail Obligatoire. Elle a été menée dans le Rhône par Bernard Aulas, correspondant départemental. Elle est en cours pour la Drôme, l'Isère, la Loire, la Savoie, la Haute-Savoie. L'essentiel de la documentation est à puiser dans les fichiers des Offices départementaux des Anciens Combattants (dossiers individuels pour l'obtention de la carte de Déporté du Travail). La mesure du réfractariat pose des problèmes difficiles.

- 5. Enquête sur la Collaboration. Ouverte plus récemment dans le cadre national, elle s'inscrit dans les recherches menées par la Commission d'Histoire de la Collaboration, que préside M. René Rémond. Il s'agit de retrouver les collaborateurs de diverses obédiences à partir des dossiers des Renseignements Généraux, des Chambres Civiques et des Cours de Justice et de les classer essentiellement par appartenance politique et par catégories socio-professionnelles (8). Pour notre région, l'enquête est très avancée pour l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Loire et la Savoie. Elle vient d'être entreprise, dans le Rhône, par une étudiante en maîtrise, qui bénéficie de l'aide précieuse de M. l'Avocat Général A. Thomas, correspondant départemental du Comité.

---

(7) Dans le cadre d'un mémoire de maîtrise de notre Centre : Claude Genet : "La répression judiciaire et extrajudiciaire dans l'Ain à la Libération" (mention T.B., juin 1975). Les tableaux statistiques vont être publiés par le Bulletin du Comité de la Seconde Guerre Mondiale.

(8) Voir l'inventaire des sources dressé par Yves Durand dans le Bulletin du Comité n° 204, mars-avril 1973.

*

* *

Plus directement liées aux préoccupations de notre Centre lyonnais d'Histoire économique et sociale, les recherches nationales de la Commission d'Histoire économique, que préside Jean Bouvier, ont trouvé un écho immédiat chez M. Pierre Léon (9), puis chez moi-même. La thèse de Bernard Aulas s'inscrivait déjà dans cette perspective. Actuellement, la recherche lyonnaise est conduite dans deux directions :

1 - L'activité économique lyonnaise de 1940 à 1944, dans le contexte précis de la collaboration avec l'occupant allemand. Les archives départementales contiennent plusieurs dossiers et rapports préfectoraux sur la vie économique. Les archives militaires allemandes de Fribourg, qui ont conservé les documents de la "Rüstungskontrollkommission", nous livrent de très précis rapports mensuels sur l'activité des principales firmes lyonnaises et régionales. Les sources judiciaires peuvent être essentielles, en particulier les dossiers du "procès Berliet". Pour 1975-1976, deux mémoires de maitrise opéreront un premier défrichement.

2. - Le monde du travail lyonnais de 1939 à 1944. Outre les données numériques du recensement de 1946, la statistique mensuelle des offres et demandes d'emplois, dressée alors par le Ministère du Travail, permet de suivre l'évolution du marché du travail par grandes branches et de mesurer l'impact de la guerre et de l'occupation. Les rapports des Comités Sociaux constituent une première approche pour l'étude du monde ouvrier, qu'il s'agira d'approfondir par l'examen des archives syndicales et la collecte des témoignages (10). C'est la tâche actuelle d'un étudiant en maîtrise.

---

(9) Voir, entre autres, un excellent mémoire de maîtrise de Gabriel Curis, sur "le Ravitaillement à Lyon de 1940 à 1944".

(10) Voir dans le Bulletin du Centre, n° 3, 1974, la communication de Monique Luirard sur les Comités Sociaux dans la Loire.

Dans un autre domaine, enfin, mais qui n'est pas sans rapport avec le précédent, notre recherche s'est orientée vers les problèmes de l'école et de l'enfant de 1940 à 1944. D'abord centrée sur des problèmes d'ordre démographique et anthropologique - mortalité, morbidité, alimentation, santé, hygiène - , elle s'est intéressée aux problèmes scolaires eux-mêmes - pédagogie, politique et morale, état d'esprit, collaboration et résistance dans les milieux enseignants -. Un premier mémoire est en voie d'achèvement sur "L'enfant et l'école primaire à Lyon de 1940 à 1944". Un autre travail est entrepris sur les lycées lyonnais dans la même période.

Cette simple note, dont on voudra bien pardonner la brièveté, ne prétend qu'indiquer les directions de recherche, recenser les premiers travaux, indiquer les aides et les cautions locales et nationales. Les difficultés ne manquent pas. L'information se dérobe ou se cèle. Elle se travestit volontiers et, pourtant, les témoignages des acteurs de cette période sont irremplaçables. Chez les jeunes chercheurs, la méthode de travail est encore incertaine, si l'enthousiasme est grand. L'apport des premiers travaux n'est cependant pas mince. Voici un incontestable et peu glorieux retard de l'histoire régionale qui se comble à grands pas.

Gilbert GARRIER.